

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig de artikelen 5^{sexties} en 19, § 2, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt, voor het schooljaar 2015-2016, afgeweken van de normen inzake behoud voor de opties, graden en studiejaren in de schoolinrichtingen die in bijlage I bij dit besluit vermeld zijn.

Art. 2. Overeenkomstig de artikelen 5^{sexties} en 19, § 2, eerste lid, van het bovenvermelde decreet van 29 juli 1992, wordt, voor het schooljaar 2015-2016, afgeweken van de normen inzake behoud voor de opties, graden en studiejaren in de schoolinrichtingen die in bijlage II bij dit besluit vermeld zijn, op grond van indicatoren die het automatische verlenen van de afwijking veroorzaken.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2015.

Brussel, 16 december 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Présidente, Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200238]

7 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des Services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 2, § 3, modifié par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 2015;

Vu le protocole n° 687 du Comité de Secteur n° XVI du 27 novembre 2015;

Vu l'avis n° 58.606/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 décembre 2015, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et de l'Action sociale et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

2^o les organismes : les organismes d'intérêt public auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

3^o le service d'origine : les services du Gouvernement ou l'organisme auquel le membre du personnel transféré était affecté au moment du transfert;

4^o le membre du personnel : l'agent, le stagiaire ou le membre du personnel contractuel du service d'origine, à l'exception du membre du personnel bénéficiant d'un contrat de remplacement.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er} :

1^o le stagiaire est considéré comme titulaire du grade pour lequel il s'est porté candidat;

2^o le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle la rémunération est fixée.

Art. 2. § 1^{er}. Le projet de transfert est porté à la connaissance des membres du personnel de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, affectés au Département des Aînés et de la Famille et au Département de la Santé et des Infrastructures médicosociales, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à l'Agence, dans un des emplois énumérés dans l'ordre de service.

Le membre du personnel qui s'est porté candidat au transfert est transféré à l'Agence. Le membre du personnel qui a opté pour son maintien au sein du Service public de Wallonie y est réaffecté.

§ 2. A l'issue de la procédure, si certains emplois restent inoccupés, l'ordre de service reprenant ces emplois est porté à la connaissance des membres du personnel de l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes.

Pour l'octroi de chaque emploi, un classement est établi par le Gouvernement entre les personnes désirant être transférées sur la base de l'ordre suivant :

1^o le ou les membres du personnel du Service public de Wallonie qui ne sont pas mentionnés au paragraphe 1^{er};

2^o le ou les membres du personnel des autres services du Gouvernement ou les membres du personnel des organismes.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel qui souhaitent être transférés et qui possèdent les titres et la qualification requis pour l'emploi considéré, sont classés dans l'ordre suivant :

- 1° les agents;
- 2° les stagiaires;
- 3° les membres du personnel contractuel.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel possédant la plus grande ancienneté de grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué au membre du personnel contractuel.

Art. 3. Le membre du personnel est transféré, nominativement, par un arrêté du Gouvernement wallon.

Le transfert ne constitue pas une nouvelle nomination.

Art. 4. § 1^{er}. Le membre du personnel transféré à l'Agence conserve au moins la rétribution qu'il avait ou qu'il aurait obtenue s'il avait continué à exercer dans son service d'origine la fonction dont il était titulaire au moment de son transfert.

Il conserve sa qualité, son grade, ses anciennetés administrative et pécuniaire.

Sans préjudice du paragraphe 2, il conserve les allocations, les indemnités, les primes et les autres avantages dont il bénéficiait dans son service d'origine, conformément à la réglementation qui lui était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Il conserve les avantages liés à une fonction si les conditions de leur octroi subsistent à l'Agence.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel exerce une fonction supérieure dans le service d'origine, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire.

§ 3. Le membre du personnel transféré conserve la dernière évaluation qui lui a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si, à la date de son transfert, le membre du personnel a introduit un recours contre une mention qui lui a été attribuée, cette procédure est poursuivie dans le service d'origine.

§ 4. Le membre du personnel lauréat dans son service d'origine d'un concours d'accession à un niveau supérieur, conserve, à l'Agence, le bénéfice de la réussite de ce concours.

Le membre du personnel garde le bénéfice de tous les brevets ou épreuve de carrière visés par le Code de la Fonction publique wallonne acquis lors de sa carrière.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de la Santé et de l'Action sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 janvier 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200238]

7. JANUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten zur Übertragung von Personalmitgliedern der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses auf die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie ("Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten und durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 abgeänderten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit, Artikel 2 § 3 in seiner zuletzt durch das Dekret vom 3. Dezember 2015 über die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 16. November 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. November 2015 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 27. November 2015 aufgestellten Protokolls Nr. 687 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 30. Dezember 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.606/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Gesundheit und soziale Maßnahmen und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Agentur: die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie;

2° die Einrichtungen: die Einrichtungen öffentlichen Interesses, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Anwendung findet;

3° die Herkunftsdienststelle: die Dienststellen der Regierung oder der Einrichtung, denen das Personalmitglied zum Zeitpunkt der Übertragung zugewiesen war;

4° das Personalmitglied: der Beamte, der Beamte auf Probe oder das Mitglied des Vertragspersonals der Herkunftsdienststelle, mit Ausnahme des Personalmitglieds, das im Rahmen eines Vertretungsvertrags beschäftigt wird.

§ 2. Für die Anwendung des Paragraphen 1:

1° gilt der Beamte auf Probe als Inhaber des Dienstgrades, für den er sich beworben hat;

2° gilt das vertraglich angestellte Personalmitglied als Inhaber des Grades, der der Stelle entspricht, für die es angestellt wurde, oder falls in dem Vertrag keine Angaben zur Stelle gemacht werden, als Inhaber des Grades, dem die Gehaltstabelle zugeordnet ist, in der sein Gehalt festgelegt ist.

Art. 2 - § 1. Die der Abteilung Senioren und Familie und der Abteilung Gesundheit und sozialmedizinische Infrastrukturen der operativen Generaldirektion Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit zugewiesenen Personalmitglieder werden durch eine Dienstmitteilung über das Übertragungsprojekt informiert, durch die sie aufgefordert werden, innerhalb von dreißig Tagen schriftlich mitzuteilen, ob sie in einer der in der betreffenden Mitteilung angeführten Stellen auf die Agentur übertragen werden möchten.

Das Personalmitglied, das sich dafür beworben hat, wird auf die Agentur übertragen. Das Personalmitglied, das sich dafür entschieden hat, weiterhin innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beschäftigt zu werden, wird dort einer Stelle zugewiesen.

§ 2. Wenn bestimmte Stellen am Ende des Verfahrens noch immer nicht besetzt sind, wird die Dienstanweisung, in der diese Stellen aufgeführt werden, allen Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen zur Kenntnis gesetzt.

Für die Zuteilung jeder Stelle bestimmt die Regierung eine Rangfolge der Personen, die aufgrund der Dienstmitteilung versetzt werden möchten, wobei folgende Reihenfolge beachtet wird:

1° das oder die Personalmitglieder des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die nicht in Paragraph 1 erwähnt werden;

2° das oder die Personalmitglieder der sonstigen Dienststellen der Regierung oder die Mitglieder der Einrichtungen.

In jeder der Gruppen des vorangeführten Absatzes werden die Personalmitglieder, die übertragen werden möchten und für die betreffende Stelle über die verlangten Abschlüsse und Qualifikationen verfügen, in folgender Reihenfolge eingestuft:

1° die Beamten;

2° die Beamten auf Probe;

3° die Mitglieder des Vertragspersonals.

In jeder der Gruppen des vorangeführten Absatzes werden die Personalmitglieder wie folgt eingestuft:

1° das Personalmitglied mit dem höchsten Dienstalter im Dienstgrad;

2° bei gleichem Dienstalter im Dienstgrad, das Personalmitglied mit dem höchsten allgemeinen Dienstalter;

3° bei gleichem allgemeinem Dienstalter, das älteste Personalmitglied.

Das Kriterium des Dienstalters im Dienstgrad ist auf das Mitglied des Vertragspersonals nicht anwendbar.

Art. 3 - Das Personalmitglied wird namentlich durch einen Erlass der Wallonischen Regierung übertragen.

Diese Übertragung stellt keine neue Ernennung dar.

Art. 4 - § 1. Das auf die Agentur übertragene Personalmitglied behält mindestens die Besoldung, die es hatte oder erhalten hätte, wenn es das Amt, das es zum Zeitpunkt der Übertragung innehatte, weiterhin in seiner Herkunftsdienststelle ausgeübt hätte.

Es behält zudem seine Eigenschaft, seinen Dienstgrad sowie sein administratives und Besoldungsdienstalter.

Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 2 behält es ebenfalls die Zulagen, Entschädigungen, Prämien und die sonstigen Vorteile, auf die es in seiner Herkunftsdienststelle Anspruch hatte, und zwar gemäß der auf es anwendbaren Regelungen und ab dem Datum, an dem der Anspruch als erwiesen galt.

Es behält die mit einer Funktion verbundenen Vorteile nur insofern die Bedingungen ihrer Gewährung in der Agentur weiter bestehen.

§ 2. Wenn ein Personalmitglied in seiner Herkunftsdienststelle eine höhere Funktion ausübt, wird für seine Übertragung nur sein statutarischer Dienstgrad berücksichtigt.

§ 3. Das übertragene Personalmitglied behält ihre letzte Bewertung.

Diese Bewertung bleibt gültig bis eine neue Bewertung erfolgt ist. Wenn ein Personalmitglied am Datum seiner Übertragung eine Beschwerde gegen die ihm zugestellte Bewertung eingeleitet hat, wird dieses Verfahren in der Herkunftsdienststelle fortgeführt.

§ 4. Das Personalmitglied, das in seiner Herkunftsdienststelle ein Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die höhere Stufe erfolgreich abgelegt hat, behält innerhalb der Agentur den Vorteil des erfolgreichen Abschließens des Wettbewerbsverfahrens.

Das Personalmitglied behält den Anspruch auf alle im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes angeführten Zeugnisse oder Prüfungsbescheinigungen, die es während seiner Laufbahn erlangt hat.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft.

Art. 6 - Der Minister für den öffentlichen Dienst und der Minister für Gesundheit und soziale Maßnahmen werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Januar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten

M. PREVOT

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200238]

7 JANUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren overgaan naar het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 2, § 3, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 2015;

Gelet op protocol nr. 687 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 27 november 2015;

Gelet op het advies nr. 58.606/2 van de Raad van State, gegeven op 30 december 2015, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Actie en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

2^o de instellingen: de instellingen van openbaar nut die onder de toepassing vallen van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

3^o de dienst van herkomst: de diensten van de Regering of de instelling waarop het overgedragen personeelslid aangesteld was op het ogenblik van de overdracht;

4^o het personeelslid: de ambtenaar, de stagiair of het contractueel personeelslid van de dienst van herkomst, met uitzondering van het personeelslid met een vervangingsovereenkomst.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1:

1^o de stagiair wordt beschouwd als houder van de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld;

2^o het personeelslid dat via arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, wordt geacht houder te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking waarvoor hij in dienst is genomen of, bij stilzwijgen van de overeenkomst, van de graad waarmee de weddeschaal verbonden is waarin de bezoldiging is vastgesteld.

Art. 2. § 1. Het ontwerp van overdracht wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, aangesteld bij het Departement Bejaarden en Gezinnen en bij het Departement Gezondheid en Medisch-sociale Infrastructuren, bij een dienstorder waarbij ze worden verzocht binnen de dertig dagen schriftelijk te laten weten of ze wensen te worden overgedragen naar het Agentschap, op één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

Het personeelslid dat zich voor de overplaatsing kandidaat heeft gesteld, wordt naar het Agentschap overgedragen. Het personeelslid dat gekozen heeft voor zijn behoud binnen de Waalse Overheidsdienst wordt daar weer aangesteld.

§ 2. Als, na afloop van de procedure, bepaalde betrekkingen onbezet blijven, wordt de dienstorder met deze betrekkingen ter kennis gebracht van de personeelsleden van het geheel van de diensten van de Regering en van de instellingen.

Voor de toekenning van elke betrekking, stelt de Regering een rangschikking vast tussen de personen die wensen te worden overgedragen op basis van de volgende volgorde:

1^o het personeelslid of de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst die niet worden vermeld in paragraaf 1;

2^o het personeelslid of de personeelsleden van de andere diensten van de Regering of de personeelsleden van de instellingen.

Binnen elke van de in het vorig lid opgesomde groepen, worden de personeelsleden die wensen overgedragen te worden en die de vereiste titels en kwalificatie bezitten voor de bedoelde betrekking, gerangschikt in onderstaande volgorde:

1^o de ambtenaren;

2^o de stagiairs;

3^o de contractuele personeelsleden.

Binnen elke van de in het vorig lid opgesomde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt:

1^o het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2^o bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3^o bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het contractueel personeelslid.

Art. 3. De personeelsleden worden bij hun naam overgedragen bij een besluit van de Waalse Regering.

Die overdracht is geen nieuwe benoeming.

Art. 4. § 1. Het personeelslid overgedragen naar het Agentschap behoudt minstens de bezoldiging die hij had of die hij gekregen zou hebben indien hij de functie waarvan hij houder was op het ogenblik van zijn overdracht in zijn dienst van herkomst had blijven uitoefenen.

Hij behoudt zijn hoedanigheid, zijn graad, zijn administratieve anciënniteit en zijn geldelijke anciënniteit.

Onverminderd § 2, behoudt hij de toelagen, vergoedingen, premies en de andere voordelen die hij in zijn oorspronkelijke dienst genoot, overeenkomstig de regeling die op hem van toepassing was, vanaf de datum waarop het recht verworven is.

Ze behouden de voordelen in verband met een ambt als de voorwaarden voor hun toekenning in het Agentschap nog altijd bestaan.

§ 2. Wanneer een personeelslid wordt belast met de uitoefening van een hoger ambt in de oorspronkelijke dienst, wordt voor zijn overdracht alleen met zijn statutaire graad rekening gehouden.

§ 3. Het overgedragen personeelslid behoudt de laatste evaluatie die hem werd toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien het personeelslid op de datum van zijn overdracht een beroep heeft ingediend tegen een melding die hem werd toegekend, wordt die procedure in de oorspronkelijke dienst voortgezet.

§ 4. Het personeelslid dat geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in zijn oorspronkelijke dienst, behoudt, in het Agentschap, het voordeel van het slagen voor dit vergelijkend examen.

Het personeelslid behoudt het voordeel van alle brevetten of loopbaanexamens bedoeld in de Waalse ambtenarencode die het tijdens zijn loopbaan heeft verkregen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Gezondheid en Sociale Actie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 januari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200240]

14 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 4, alinéa 4, 7 et 19, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 2015;

Vu le rapport du 4 novembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 58.561/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 6 décembre 2007, 12 décembre 2008 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou partie de secteurs exclus telles que précisées à l'article 4, 1^o à 4^o, 9^o à 13^o, 22^o, 24^o à 30^o et 33^o à 35^o ainsi que des secteurs ou partie de secteurs repris aux divisions 70 à 74 du Code NACE-BEL; »;

b) le 5^o est abrogé.

Art. 2. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Le montant de la prime à l'emploi est fixé à 3.250 euros par emploi créé ou à 5.000 euros pour le premier travailleur, à savoir la personne engagée dans les liens d'un contrat de travail avec la très petite entreprise calculé comme une unité de travail (U.T.A.).

La prime à l'emploi pour le premier travailleur est ramenée à 2.000 euros si la très petite entreprise ne crée pas une unité de travail à temps plein et pour autant qu'il y ait création d'au moins 0,6 unité de travail.

La moyenne du personnel occupé en équivalent temps plein par la très petite entreprise après chaque création d'emploi est au moins égale au nombre de primes à l'emploi obtenues au cours des cinq dernières années.

La très petite entreprise bénéficie, sur une période de cinq ans, de maximum cinq primes à l'emploi, avec un maximum d'une prime par emploi créé. ».

Art. 3. L'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La prime à l'emploi est uniquement liquidée si la très petite entreprise est identifiée à l'Office national de sécurité sociale au moment de l'introduction de la demande et au moment de la liquidation de la prime à l'emploi. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 24bis rédigé comme suit :

« Art. 24bis. En cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi qu'en cas de réorganisation judiciaire de l'entreprise par transfert sous autorité de justice visée au chapitre IV, du titre 4, de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, la prime à l'emploi est octroyée à la nouvelle entité juridique aux conditions suivantes :

1^o l'activité économique de l'entreprise est poursuivie en Région wallonne;

2^o les emplois subventionnés sont transférés dans la nouvelle entité juridique;